

Les relations sino-algériennes : quelles opportunités pour la diversification de l'économie nationale ?

Sino-Algerian relations: what opportunities for the diversification of the country's economy?

BOUABBACHE Aissa^{1*}, LAICHE Mohamed²

¹ Université Mouloud MAMMERRI de Tizi-Ouzou (Algérie), aissa.bouabbache@ummt0.dz

² Université Mouloud MAMMERRI de Tizi-Ouzou (Algérie), laiche_mohamed@yahoo.fr

Reçu le: 03/09/2022

Accepté le: 02/12/2022

Publié le: 25/12/2022

Résumé:

Ce papier aborde les relations sino-algériennes, celles-ci sont passées de relations d'amitié fondées sur des aspects politiques et idéologiques à des relations plus diversifiées basées sur les intérêts mutuels notamment dans le domaine commercial et économique. Les résultats de cette recherche montrent que les entreprises chinoises se concentrent essentiellement dans les secteurs de la construction et de travaux publics en saisissant les opportunités qu'ils offrent pour réaliser d'importants chiffres d'affaires. Quant aux IDE, ils s'orientent essentiellement vers les secteurs des hydrocarbures et des mines. Cette situation est loin de favoriser l'enclenchement d'une dynamique en faveur de la diversification de l'économie nationale.

Mots clés: Les IDE chinois en Algérie, la coopération sino-algérienne, les relations sino-algériennes, la main-d'œuvre chinoise en Algérie, les entreprises chinoises en Algérie.

JEI Classification Codes: O10, F02, F21

Abstract:

This paper addresses sino-algerian relationships, which were evolved from being political and ideological to develop diverse relationships in terms of having mutual interests within the commercial and economical domains. The results of this research show that Chinese companies operate predominantly in fields of construction and public works, considering the opportunities offered by these two sectors in order to maximise significant turnover. Regarding FDI, however, within the productive sectors in particular, they remain weak. Their activity appears to be limited around oil, gas and mines. Such situation is by far not in favour of the emergence of an economical dynamic, which can promote a diversification of the national economy.

Keywords: Chinese FDI in Algeria, Sino-Algerian cooperation, Sino-Algerian relationships, Chinese labour in Algeria, Chinese companies in Algeria.

JEI Classification Codes : O10, F02, F21

* *Auteur correspondant*

1. Introduction:

Le rapprochement économique entre la Chine et l'Afrique, qui a pris de l'ampleur grâce à la hausse des volumes d'investissement et des flux commerciaux, au milieu des années 1990, a suscité beaucoup de débat sur la nature de ces relations qui font l'objet de diverses interprétations (Gazibo & Mbabia, 2010). Pour certains, ces relations sont vues comme une nouvelle voie pour le développement des pays du sud et pour d'autres, elles sont considérées comme un « néo-colonialisme » à cause de l'endettement, voire même un surendettement dans certains cas, des pays africains vis-à-vis de la Chine et de l'exploitation des ressources de ce continent (Emest, 2006). En d'autres termes, la Chine cherche à faciliter la voie à ses entreprises afin d'exploiter les richesses de ce continent (Brautigam, 2011). Il y a aussi ceux qui pensent qu'elle maintient les pays africains dans la dictature et dans le chaos en soutenant des régimes autoritaires et/ou isolés sur le plan international (Brautigam, 2011).

Le rapprochement sino-africain est motivé par le passé commun de ces pays d'ailleurs, Zhou Enlai¹ l'a bien souligné dans son discours dans la séance plénière de la conférence afro-asiatique d'Avril 1955. La Chine a toujours œuvré pour entretenir de bonnes relations avec les pays africains au point où elle est considérée, après les années 2000, comme le plus important partenaire économique de ces pays.

Quant aux relations sino-algériennes, elles remontent à la période coloniale où l'Algérie a eu le soutien diplomatique officiel de la Chine, qui était souvent accompagné par des aides humanitaires, des aides militaires, assistance technique... Après l'indépendance de l'Algérie, les liens se resserrent à travers les échanges de visite des différents hauts responsables des deux pays ainsi que la signature des accords dans le domaine économique et commercial et dans d'autres secteurs touchant le tourisme et culture, l'éducation et l'enseignement supérieur et recherche...

Les relations sino-algériennes se redynamisent et se diversifient davantage, à partir des années 2000, suite à l'amélioration de la situation sécuritaire que l'Algérie a traversée durant la décennie 1990. Les besoins grandissants du pays de renouveler et d'améliorer ses infrastructures ont poussé les pouvoirs publics à se lancer dans d'importants programmes d'investissements qui peuvent, désormais se concrétiser grâce à une importante manne pétrolière engendrée par la hausse des prix du pétrole. Ainsi, le pays se tourne vers l'extérieur afin de trouver des partenaires étrangers pour le lancement des grands chantiers. Cela se coïncide avec la politique de soutien de la Chine à ses entreprises pour s'internationaliser « *going global* »², et par conséquent, l'Algérie a saisi cette opportunité et s'ouvre aux entreprises chinoises pour la concrétisation de ses différents projets. Ce qui a fait bénéficier ces dernières en s'accaparant des plus grands contrats de construction.

En effet, depuis les années 2000, la présence chinoise en Algérie devient de plus en plus visible. D'ailleurs, les entreprises chinoises s'emparent presque de tous les contrats de construction et de travaux publics. Cette présence s'est étendue même à d'autres activités notamment au commerce de détail. Quant aux relations bilatérales, les deux pays ont approfondi leur coopération dans tous les domaines en annonçant, en 2004, l'établissement des relations de partenariat stratégique. Dix (10) ans après, la Chine devient un important partenaire commercial de l'Algérie et se positionne comme le premier fournisseur du pays. A cet effet,

les relations se hissent au niveau de partenariat stratégique global et un plan quinquennal de coopération stratégique pour la période 2014-2018 a été signé renouvelé en novembre 2022.

Cette contribution cherche à comprendre la nature de la présence chinoise en Algérie ainsi que l'apport de ces relations à l'économie algérienne tributaire d'une seule ressource, les hydrocarbures. De ce fait, nous allons chercher à répondre à la problématique suivante : **Les entreprises chinoises présentes en Algérie privilégient-elles l'investissement productif ou bien se limitent-elles aux secteurs qui leurs permettent de réaliser d'importants chiffres d'affaires ?**

Pour traiter cette problématique, nous posons l'hypothèse suivante : les sociétés chinoises s'intéressent au marché algérien par rapport aux opportunités qu'il recèle dans les travaux de réalisation et de construction que par celles liées aux investissements dans les secteurs industriels et productifs qui peuvent permettre la diversification de l'économie nationale.

Cadre méthodologique

En vue d'apporter des éléments de réponses aux questionnements posés dans ce papier et afin de vérifier l'hypothèse ayant sous tendu ce travail de recherche, nous présentons brièvement l'évolution des relations sino-africaines d'une façon globale et les relations sino-algériennes d'une façon spécifique afin de comprendre la nature de ces relations. Ensuite, nous allons analyser la présence des sociétés chinoise en Algérie en se basant sur les différents rapports publiés par les organismes officiels chinois et algériens afin de savoir si cette présence se limite uniquement à des contrats de construction. Autrement dit, il s'agit de savoir si les sociétés chinoises se présentent comme des prestataires de service ou bien comme des investisseurs susceptibles de contribuer à la diversification de l'économie nationale.

2. Les relations sino-africaines : d'un idéalisme idéologique à un réalisme pragmatique

Dans ses relations africaines, la Chine refuse toute utilisation du terme aide en préférant l'usage du terme de coopération (Zheng, 2012). Pour Li Xiaoyun (2010), les relations de coopération et l'aide chinoise en faveur des pays d'Africains sont passées par trois importantes phases: la première phase (1950-1974) centrée sur la diplomatie et l'idéologie et la recherche de leadership parmi les pays de tiers monde, la deuxième phase (1974-1990) est celle de repli sur soi pour se concentrer sur la politique intérieure et la réforme de l'économie chinoise ainsi que son ouverture vers l'Occident. Enfin, la dernière phase débute depuis 1990, elle est caractérisée par le rapprochement économique et politique entre la Chine et l'Afrique.

2.1 La première phase (1950-1974)

Les premiers contacts avec les pays africains remontent à la conférence de Bandung en 1955 où elle a noué des relations avec seulement les six (06) pays qui y étaient présents (Gazibo & Mbabia, 2010) à savoir : Égypte, Libye, Éthiopie, Ghana, Libéria et le Soudan. Ces contacts se sont consolidés par des visites intensives effectuées par les dirigeants chinois notamment par le premier ministre chinois Zhou Enlai et le ministre des affaires étrangères Chen Yi, durant les années 1960, dans plusieurs pays africains. L'objet de ces visites est de chercher, d'une part, la possibilité de construire un nouveau modèle de coopération vu que ces pays partageaient les mêmes expériences que la Chine (Gazibo & Mbabia, 2010) et d'autres parts, pour gagner des nouveaux alliés et éloigner l'influence de l'URSS sur certains pays africains (Aurégan, 2016).

Dans un contexte caractérisé, à la fois, par le processus de modernisation interne du pays, de la guerre froide, d'un isolement diplomatique et de relations conflictuelles avec le bloc soviétique et avec les USA, la Chine était l'un des rares pays en développement ayant établi un programme d'aide en faveur des pays en développement (Brautigam, 2009) sous diverses formes : des dons, des financements et une assistance technique. Son engagement à aider les pays et les mouvements armés des pays colonisés par des aides militaires a donné à ses actions un caractère politique et idéologique. La solidarité de la Chine vis-à-vis des pays africains lui a apporté un grand succès politique qui s'est matérialisé par un soutien de vingt-six(26) pays africains qui ont voté, en 1971, pour l'obtention du siège de membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies, un siège occupé auparavant par le Taiwan (Aurégan, 2016).

2.2 La deuxième phase (1974-1990)

Durant cette période, plusieurs événements ont marqué la Chine tels que : la mort Mao Zedong, la fin de la révolution culturelle et la relance des quatre modernisations centrées sur quatre (04) principaux secteurs (l'industrie, l'agriculture, les sciences et technologies et la défense nationale). Mais l'événement le plus important était l'ouverture de la Chine vers des pays de l'Occident et l'établissement des relations officielles avec les USA. Cela s'est soldé par des changements profonds dans sa politique extérieure.

La décennie des années 1980-1990 était marquée par le recul de la Chine sur la scène africaine. En effet, ses aides pour l'Afrique ont diminué et ses relations avec le continent sont passées d'un soutien inconditionnel basé sur un aspect idéologique et politique à des relations plus pragmatiques fondées sur l'intérêt et les bénéfices mutuels.

2.3 La troisième phase (depuis 1990 à nos jours)

Les relations sino-africaines se consolident davantage en prenant diverses formes à savoir les échanges commerciaux et les investissements notamment dans le secteur manufacturier et agricole. Son système d'aide a été réformé en introduisant d'autres formes d'aides comme les prêts concessionnels³. A cet effet, la banque « Ex-Im Bank » a été créée, en 1994, pour assurer des prêts aux gouvernements des pays en développement.

Les besoins croissants du continent africain en infrastructures et la perte de la Chine de son autonomie énergétique ont favorisé son rapprochement économique avec des pays africains pouvant alimenter son industrie en matières premières et en pétrole (une stratégie pour sécuriser son approvisionnement en matière stratégique). A cela s'ajoute la volonté des autorités chinoises d'encourager l'internationalisation des entreprises chinoises à travers la politique de « *going global* ». Mais l'essor des relations économiques sino-africaines remonte, d'une manière réelle, au début des années 2000, avec le lancement de forum de coopération sino-africaine (connu en anglais sous l'appellation Forum on China-Africa Co-operation « FOCAC »). Durant la décennie 2010-2020, le forum a pris plus d'ampleur, et la coopération s'est élargie à presque tous les domaines et s'est renforcée par le lancement du projet de la ceinture et la route BRI (Belt and Road)⁴.

3. L'évolution des relations sino-algériennes

Durant la révolution algérienne, les relations étaient entre l'Etat chinois et le front de libération nationale (FLN). L'Algérie a eu le soutien officiel de la Chine, sur le plan diplomatique, à travers la reconnaissance du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne dès sa création, en 1958, et l'acheminement des aides militaire et humanitaire à travers des pays voisins (Maroc et Tunisie).

Après l'indépendance de l'Algérie, les deux pays ont renforcé leurs relations politiques et leur coopération économique, d'ailleurs selon Zoubir Yahia (2019), entre 1963 et 1975, les deux pays ont signé vingt (20) accords dans plusieurs domaines tels que : la coopération économique et technique, la santé, la coopération culturelle, la communication, la coopération scientifique et militaire, la coopération maritime. Les visites des délégations des deux pays se sont intensifiées et la Chine continuait à aider l'Algérie que ce soit financièrement ou par des dons alimentaires et médicaux, matériel de construction et des équipes médicales. En contrepartie, l'Algérie a mobilisé les pays africains afin de soutenir l'accession de la Chine au siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU (Zoubir Yahia, 2019). Toutefois, lors des échanges des différentes délégations le discours idéologique et politique prime sur le discours économique.

Durant les années 1980, la succession des évènements sur les deux pays (le changement politique dans les deux pays, la modernisation de l'économie Chinoise et son ouverture et une crise économique en Algérie après la chute des prix du pétrole...) ont imposé des changements dans la nature des relations sino-algériennes. Ces derniers sont devenus visibles lors des différentes visites officielles. Sur le plan politique, ils continuaient à partager des points de vue et des positions communs sur les questions internationales. Sur le plan économique, ils cherchaient à développer leurs relations économiques pour qu'elles soient un véritable exemple de la coopération sud-sud et qui devaient exercer une influence dans la promotion des relations de coopération entre les pays de tiers monde. D'ailleurs, au milieu des années 1980, les premières sociétés chinoises s'installaient en Algérie. Nous citons à titre d'exemple de la Société Nationale des Travaux de Construction de Chine (CSCEC) qui s'est installée depuis février 1983.

Comme nous l'avons signalé précédemment, la décennie 1990-2000, était une période difficile pour l'Algérie (instabilité politique et sécuritaire). De ce fait, sur la scène internationale, elle a reculé afin de trouver l'issue pour sa crise interne. En dépit de cette situation, les sociétés chinoises ont maintenu leur présence dans le pays. L'amélioration de la situation sécuritaire et la visite officielle du président chinois, Hu Jintao en 1999, a annoncé une nouvelle ère dans les relations sino-algériennes. En effet, la nouvelle conjoncture sécuritaire et économique a ouvert une nouvelle voie dans les relations sino-algériennes en favorisant l'entrée des entreprises chinoises notamment dans le secteur du Bâtiment et Travaux Publics. En septembre 2002, environ quatorze (14) entreprises chinoises sont installées en Algérie opérant dans divers domaines comme : les travaux publics, de l'hydraulique, du pétrole et télécommunications⁵.

Depuis les années 2000, les relations économiques se redynamisent, le travail diplomatique de la Chine a renforcé la présence des sociétés chinoises en Algérie. Ainsi en 2004, les deux pays ont annoncé l'établissement des relations de coopération stratégique bilatérale. Ce nouveau pas dans les relations bilatérales Sino-algériennes a ouvert la voie aux entreprises chinoises pour bénéficier de plusieurs contrats de travaux dans divers domaines,

notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. A titre d'exemple : l'Algérie a attribué par adjudication deux tronçons de l'autoroute Est-Ouest au Corps mixte du Groupe CITIC et de la Société nationale de construction de chemins de fer (CRCC) pour une valeur contractuelle de près de 6 milliards USD. L'installation des entreprises chinoises en Algérie a été accompagnée par une entrée d'une main-d'œuvre chinoise. Rien qu'en 2002, environ 3300 ouvriers et ingénieurs chinois travaillaient déjà dans les différents chantiers algériens alors qu'entre 2001 et 2003, le taux du chômage dans le pays variait entre 27% et 23.5% (O.N.S, 2011).

Le volet commercial prend de l'ampleur et s'ajoute au volet politique et économique et la Chine devient le premier fournisseur de l'Algérie, à partir de 2013. A cet effet, les deux pays annoncent l'établissement des relations du Partenariat Stratégique Globale Sino-algérien, en février 2014, soit dix ans après l'établissement des Relations de Coopération Stratégique Sino-algérienne en février 2004. Après le lancement de l'initiative de la ceinture et la route (BRI), l'Algérie a pris du temps pour la rejoindre, ce n'est qu'en septembre 2018 qu'elle a adhéré officiellement. Cette adhésion intervient dans un contexte de difficultés économiques du pays et la rareté des ressources financières suite à l'effondrement des prix du pétrole.

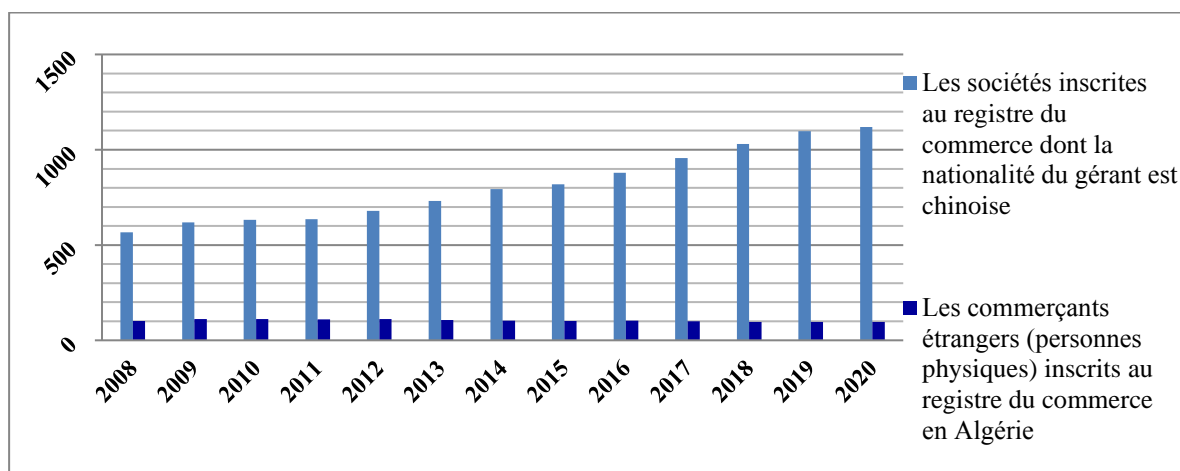
4. La présence des sociétés chinoises en Algérie

Selon les données du Centre National du Registre du Commerce (CNRC), il existe, en 2020, environ 1119 sociétés dont le dirigeant est de nationalité chinoise en Algérie. En 2015 environ 790 sociétés chinoises sont installées en Algérie, selon des dirigeants algériens. Si on compare ce nombre à celui donné par la figure N°1 ci-après, nous remarquons que celui-ci correspond à des sociétés dont le dirigeant est de nationalité chinoise inscrites aux registres de commerce en Algérie. Pour ces dirigeants, toutes les entreprises dont le dirigeant est de nationalité chinoise en Algérie sont déclarées comme des entreprises chinoises. Néanmoins, Pairault (2018) trouve que la nationalité du dirigeant ne peut pas déterminer la nationalité de l'entreprise. En d'autres termes, si le gérant est de nationalité chinoise, cela ne signifie pas que ces entreprises sont d'origines chinoises. A cet effet, le nombre de 1119 société représente en partie des sociétés de droit algérien dont le dirigeant est chinois.

Avant 2011, les activités de ces sociétés se concentrent essentiellement dans : Import-export des matériels et produits liés au domaine de la quincaillerie, droguerie, articles de ménage, et tous articles d'hygiène et d'entretien domestique et professionnel, Import-export d'articles d'habillement et accessoires pour vêtements, Import-export de matériels et produits liés au domaine électroménager. A partir de 2011, ces sociétés se concentrent essentiellement dans le secteur de la production des biens.

Les données des différents rapports du CNRC révèlent l'existence des personnes physiques chinoises inscrites comme commerçant au registre de commerce algérien. Leur nombre s'élève à 96 en 2020. L'activité principale de ces commerçants chinois se concentre essentiellement dans le commerce de détail, comme l'habillement, la chaussure, le textile, tissus et bonneterie, la pelleterie et des fourrures, le commerce de détail de matelas...

Figure N° 1 : Les personnes physiques et morales dont la nationalité du gérant est chinoise inscrites au registre du commerce en Algérie



Source : Réalisée par nos soins à l'aide des données du CNRC algérien

Pairault (2018) soulève des difficultés méthodologiques dans l'estimation du nombre d'entreprises chinoises en Algérie. Pour cet économiste, il est difficile de repérer avec exactitude le nombre de sociétés chinoises en Algérie car dans certains cas ce ne sont pas les sociétés ayant bénéficié des contrats qui interviennent directement dans les travaux mais ce sont leurs filiales. Il cite comme exemple de la CSCEC qui a pris la tâche de construire la grande mosquée d'Alger, mais elle n'intervient pas directement dans son chantier, ce sont des sous-filiales comme la société n°3 du Bureau n°3 de la CSCEC de droit chinois qui travaillent sur le chantier. Ces dernières se présentent comme des prestataires de services étrangers qui ne sont pas inscrites dans le registre de commerce en Algérie.

5. Les IDE chinois en Algérie

Au départ les entrées des IDE chinois en Algérie étaient très faibles, d'ailleurs en 2003, l'Algérie a reçu environ 2,74 millions de Dollars US d'IDE chinois. Cependant, à partir de 2005, les entrées des IDE chinois en Algérie ont pris une allure rapide, elles sont passées de 11 millions USD en 2004 à 84 millions USD en 2005. En 2009, les flux des IDE chinois entrant en Algérie enregistrent une valeur de 228,76 millions USD. L'entrée la plus élevée est enregistrée, en 2014, avec un solde de 665,71 millions USD, une valeur historique jamais enregistrée auparavant. Toutefois, ces flux ont reculé pour enregistrer un solde négatif à partir de 2016.

Comparativement aux flux des IDE entrant en Algérie, on trouve qu'avant 2012, les flux des IDE chinois représentaient moins de 8 % du total des flux entrant dans le pays mais ce taux varie en fonction des années : par exemple la part des flux des IDE chinois dans les flux des IDE globaux en Algérie représentait respectivement 0,43% et 1,27% en 2003 et 2004. En 2008, cette part n'est que de 1,6%. En 2012, elle s'élève à 16,4 %. En revanche, en 2014, sur 1,5 milliards USD des IDE entrant en Algérie, environ 665 millions étaient des IDE chinois, ce qui signifie 44 % du total de ces flux.

Figure N° 2 : Comparaison des flux des IDE chinois en Algérie et des flux des IDE chinois en Afrique

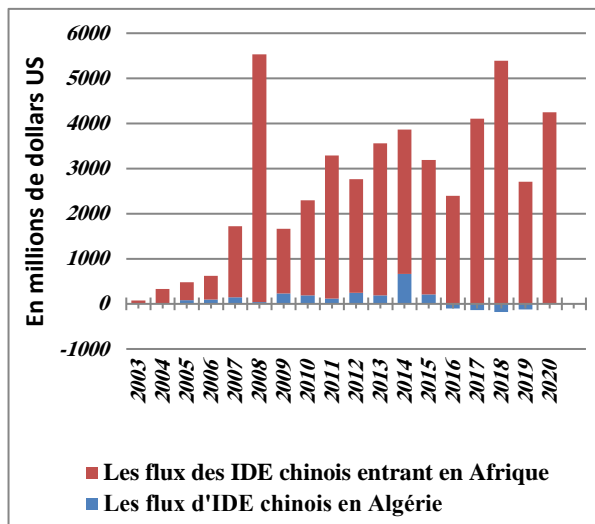
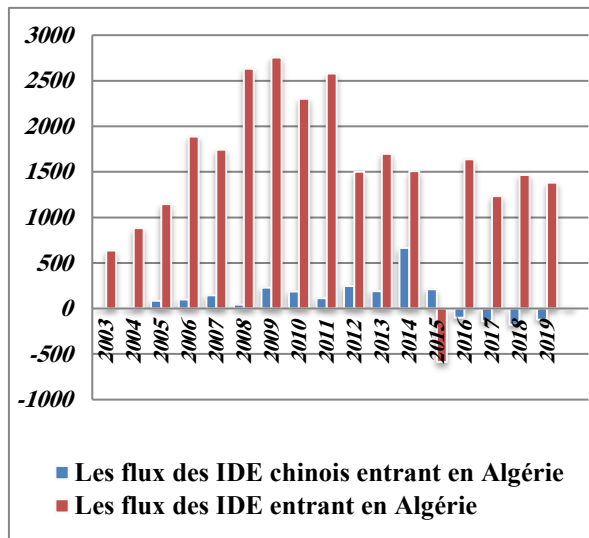


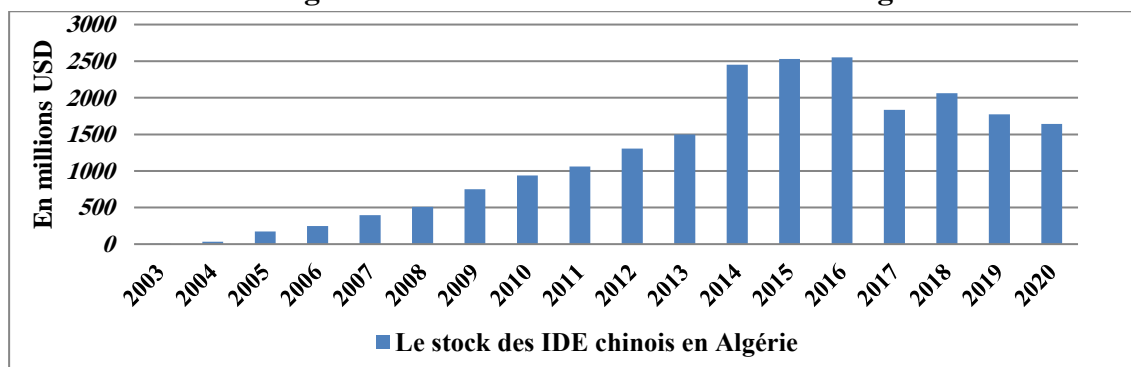
Figure N° 3 : Comparaison entre les flux des IDE chinois et les flux des IDE globaux entrant en Algérie



Source : Réalisée par nos soins à l'aide des rapports sur les investissements chinois dans le monde de MOFCOM et les statistiques de la base de données de la CNUCED

En 2003, le stock des IDE chinois en Algérie était marginal, il ne dépassait pas 5.7 millions USD. Selon la figure N° 4, ce stock a quintuplé en passant de 34.49 millions USD en 2004 à près de 171 millions en 2005. A la fin de l'année 2006, le stock des IDE chinois en Algérie s'élève à près de 247 millions USD. Ce montant a doublé pour atteindre, en 2008, environ 503 millions USD. En 2011, il franchit la barre de 1 milliards USD, en enregistrant une valeur de 1.05 milliards. Il passe de 1.49 milliards USD en 2013 à 2.45 milliards en 2014 (soit une hausse de près de 954 millions USD) et à 2.55 milliards USD en 2016. Cependant, ce stock a pris la baisse partir de 2017 où il a affiché 1.83 milliard USD et en 2020, il n'est que de 1.64 milliards USD.

Figure N° 1 : Le stock des IDE chinois en Algérie



Source : Réalisée par nos soins à l'aide des rapports sur les IDE chinois à l'étranger de Ministry Of Commerce chinois (MOFCOM)

La part du stock des IDE chinois comparativement au stock global des IDE en Algérie n'a jamais dépassé 9.5%. Avant 2011, cette part n'a pas dépassé 4.8% du total du stock des IDE en Algérie. Pour la période allant de 2014 jusqu'à 2016, le stock des IDE chinois représente 9 % du total du stock des IDE, d'ailleurs la valeur la plus importante est enregistrée en 2014 avec une part de 9.65%. Cependant, cette part a pris la baisse à partir de 2017 pour avoisiner 5.56% en 2019.

Figure N° 2 : Comparaison entre le stock des IDE chinois et le stock global des IDE en Algérie

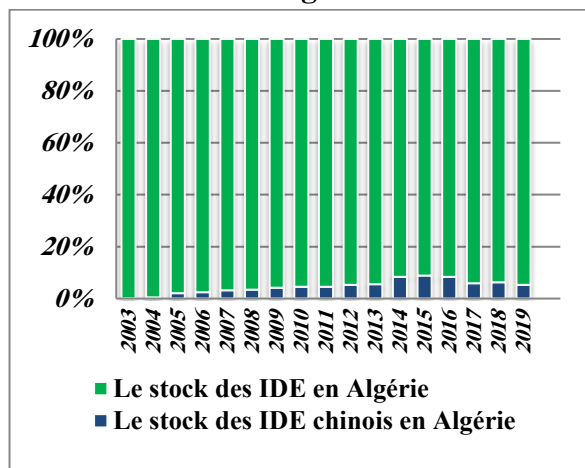
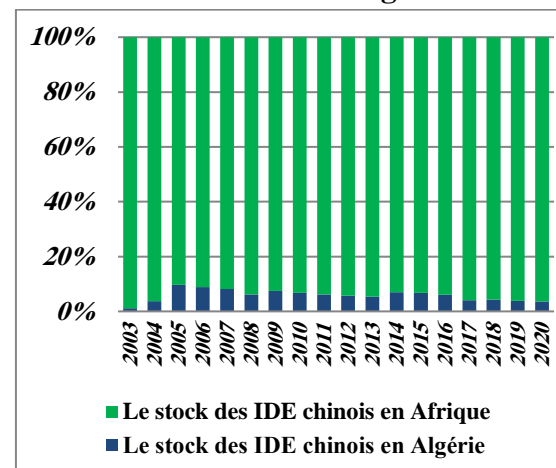


Figure N° 3 : Comparaison entre le stock des IDE chinois en Afrique et le stock des IDE chinois en Algérie



Source : Réalisée par nos soins à l'aide des rapports sur les investissements chinois dans le monde de MOFCOM et les statistiques de la base de données de la CNUCED

La part du stock des IDE chinois en Algérie dans le stock des IDE chinois en Afrique, n'a jamais dépassé 10%. Entre 2005 et 2006, cette part a avoisiné 10 %. Toutefois, malgré la hausse du stock des IDE chinois en Algérie, durant la décennie 2010-2020, ce dernier n'a jamais dépassé 7.6 % du total du stock des IDE chinois en Afrique et la valeur la plus élevée est enregistrée en 2014 avec une part de 7.58 %. A partir de 2017, le stock des IDE chinois en Algérie a pris la baisse. A la fin de 2020, le stock des IDE chinois en Algérie ne représente que 3% du total du stock des IDE chinois en Afrique.

Les déterminants des IDE chinois sont multiples : pour Hong & Sun (2004), l'expansion commerciale, la recherche des matières premières et la recherche des marchés sont les principaux déterminants qui poussent les entreprises chinoises à s'internationaliser. En plus de ces derniers, Buckley et al (2008) rajoutent deux autres à savoir la recherche des actifs stratégiques et la recherche de l'efficacité. Deng (2004) a rajouté la recherche de la diversification. Pour Cai (1999), quatre(04) principales motivations poussent les sociétés chinoises à s'internationaliser :chercher, maintenir ou développer les marchés d'exportations, assurer leur approvisionnement en matières premières, acquérir de nouvelles technologies et un savoir-faire managérial, accès à des capitaux étrangers.

La richesse du sol Africain des différentes ressources naturelles et son vaste marché constituent des éléments d'attractivité de ce continent non seulement des IDE des pays de l'Occident mais aussi des IDE chinois (Zhang, 2022). En effet, la Chine se trouve comme le plus grand investisseur en Afrique pour garantir son approvisionnement en énergie et certaines

matières premières nécessaires pour sa croissance économique ainsi que l'élargissement du marché pour ses produits notamment les produits manufacturés (Zhang, 2022).

L'Algérie est parmi les régions les plus favorisées par les IDE chinois en Afrique notamment pour la période (2005-2016). Toutefois, la Chine n'est pas un grand investisseur en Algérie à l'exception de trois ans (2014-2016) où ses flux des IDE étaient très importants. Les IDE chinois se concentrent essentiellement dans le secteur de l'énergie et des mines et dans certaines productions comme le liège, la production de l'aluminium, dans le secteur de l'automobile et dans la fabrication des matériaux de construction.

Une partie des IDE chinois, en Algérie, vise le secteur des hydrocarbures. Cela a un double effet : un effet positif pour ce secteur car ces IDE contribuent à la hausse des capacités de production et au transfert technologique et de savoir-faire et un effet négatif qui consiste à concentrer des investissements seulement dans ce secteur, au détriment de l'investissement productif et industriel qui risque de maintenir le pays dans sa dépendance aux hydrocarbures. Mis à part le secteur de l'énergie et des mines, les IDE chinois sont faibles et répondent au principe de l'élargissement et de développement des marchés.

Dans certains secteurs, comme l'automobile, les constructeurs chinois se trouvent prudents en choisissant l'accompagnement des entreprises locales mais sans un engagement financier. En effet, plusieurs cas peuvent être cités : le groupe Mazouz s'est associé avec des sociétés chinoises pour l'assemblage de camions de la marque Shacman, de bus de marque HIGER et de véhicule de marque Chery. Cependant le constructeur chinois Schacman n'est pas un actionnaire dans ce projet, et par conséquent, il revient au groupe Mazouz d'assurer le financement de ce projet et le constructeur chinois assure uniquement le transfert technologique et la formation pour son représentant en Algérie⁶. BAIC, constructeur d'automobile chinois qui s'est engagé dans une joint-venture avec un partenaire local Eurl Sariak Auto Handler pour l'assemblage de véhicule dans la wilaya de Batna. Cet investissement s'élève à 100 millions d'Euro et le constructeur chinois ne participe qu'à hauteur de 10% à cette joint-venture⁷. Un autre projet a vu le jour et a donné naissance à une société mixte Foton Motors Algérie. Il a été lancé entre le concessionnaire automobile KIV Group et le constructeur chinois Foton. Ce projet d'un coût de 50 millions USD est réalisé selon la règle 49/51% assuré à hauteur de 50% par le partenaire algérien et le reste par des banques sans préciser si elles sont locales ou étrangères⁸.

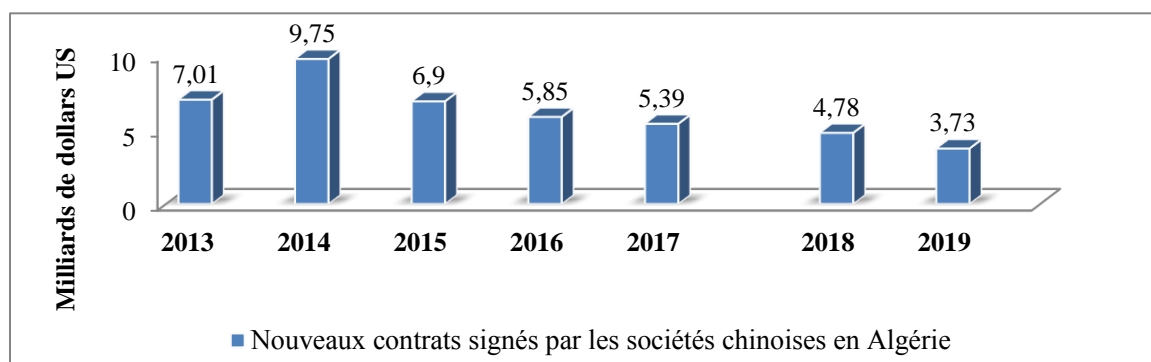
Un des rares investissements chinois qui parvient à exporter leur production vers la Chine est celui de liège, un investissement donnant naissance à deux SARL à savoir : SARL BNB et SARL ESSOR pour la transformation de liège dans la région de Jijel. Malgré son potentiel de production, les exportations algériennes de cette matière, rare et abondante uniquement dans le bassin méditerranéen, restent faibles, elles sont estimées à 4.5 millions USD en 2017 et la Chine est un important client de l'Algérie qui importe environ 1 million USD de liège de l'Algérie annuellement.

6. Les contrats de travaux et le chiffre d'affaires des sociétés chinoises en Algérie

Le montant des contrats de travaux accordés aux sociétés chinoises s'élevait à 7 milliards USD en 2013. L'année suivante, ces sociétés ont obtenu des contrats qui totalisent 9.75 milliards USD. Toutefois, la valeur des nouveaux contrats gagnés par les sociétés chinoises a diminué à partir de 2015. Durant cette année, 6.9 milliards USD de contrats ont été décrochés,

soit une baisse de 2.8 milliards USD par rapport à 2014. En 2016, elle diminue à 5.85 milliards USD puis à 5.39 milliards USD en 2017. En 2018, la valeur des nouveaux contrats continuait à baisser pour enregistrer 4.78 milliards et en 2019, les nouveaux contrats décrochés par les sociétés chinoises en Algérie ne dépassaient pas 3.73 milliards USD.

Figure N° 7: Les nouveaux contrats décrochés par les sociétés chinoises en Algérie (2013-2019) en milliards de dollars US.



Source : Réalisée par nos soins à l'aide des différents rapports de développement des investissements chinois à l'étranger.

La baisse de la valeur de nouveaux contrats attribués aux sociétés chinoises s'explique essentiellement par les difficultés économiques du pays et aussi par la concurrence des sociétés étrangères (la présence des entreprises étrangères sur le marché national notamment turques a fait créer une rude concurrence pour les entreprises chinoises). Depuis 2014, l'Algérie a vu ses recettes d'exportation des hydrocarbures s'amenuiser, à cette difficulté économique s'ajoute la crise politique suivie de la crise sanitaire liée au Covid-19. Cette conjoncture difficile avait un impact direct sur les différents projets, certains étaient à l'arrêt ou reportés. A cet effet, l'Algérie a favorisé les sociétés nationales dans l'attribution des nouveaux contrats de travaux publics et elle a dressé des barrières commerciales devant l'importation des matériaux de construction afin de favoriser l'utilisation des matériaux de construction locaux dans les différents travaux. Ces mesures n'ont pas encouragé les sociétés chinoises de s'engager dans de nouveaux contrats.

Les sociétés chinoises ne s'engagent pas uniquement dans des constructions dans le secteur public mais aussi auprès des groupes et des sociétés privées algériennes. En 2014, la société privée CILAS (Cimenterie Lafarge Souakri) créée dans le cadre du partenariat 51/49 entre la société Lafarge et le groupe Souakri, a engagé la société chinoise SINOMA pour construire la nouvelle cimenterie de Biskra pour un montant d'investissement de 25 milliards DA. En 2016, cette même société a signé un contrat pour la réalisation de deux lignes de production de ciment au profit de la société Biskria Ciment dans la région de Biskra.

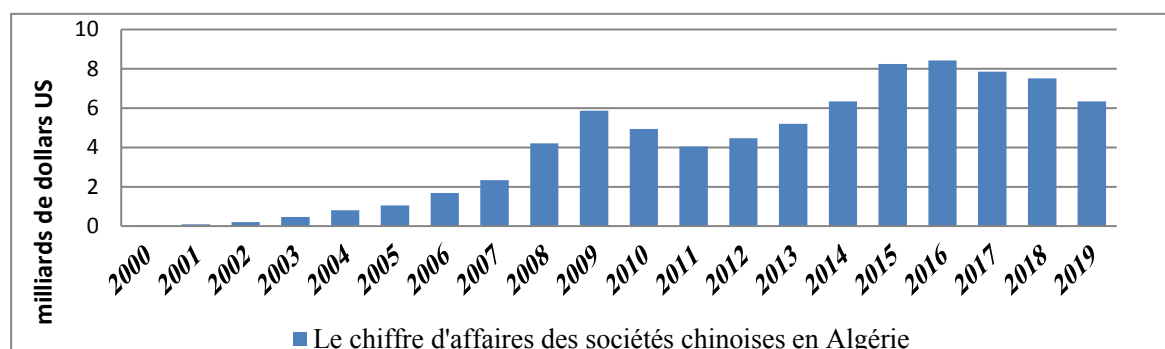
Dans le domaine de la métallurgie, la société turque de droit algérien Tosyali a engagé la société chinoise Sinosteel Engineering & Technology Co., Ltd dans plusieurs projets de construction. En 2015, les deux sociétés ont signé un contrat dans lequel Tosyali a engagé Sinosteel pour la construction d'une unité de transformation de minerai de fer en boulettes appelés pellet d'une capacité de production de 4 millions de tonnes par an, suivi, en 2017, par le lancement d'un autre projet pour la construction d'une unité de minerai de fer pré-réduit DRI (*Direct Reduced Iron*) avec une capacité de production 2.5 millions de tonnes par année. La

valeur totale de ces deux contrats avoisine 508 millions USD⁹. En 2021, les deux pays ont signé un contrat d'une valeur de 1,096 milliard USD pour l'expansion des capacités du complexe Tosyali en Algérie¹⁰. Cette même société a signé, en 2016, un contrat avec la société Algerian Qatari Steel (AQS), d'une valeur de 160 millions USD, pour la construction d'une unité de réduction directe (DRI) permettant de produire un fer réduit de haute qualité.

Contrairement aux IDE chinois en Algérie qui restent plus ou moins faibles, les contrats de réalisation de travaux décrochés par les sociétés chinoises en Algérie ont vu leur valeur s'explorer, notamment à partir des 2014, réalisant un chiffre d'affaires estimé à des milliards de dollars US comme le montre la figure N°8 ci-après. Sur la période 2000-2019, les sociétés chinoises ont réalisé en Algérie un chiffre d'affaires dépassant 80 milliards USD. Ce montant est réalisé principalement dans le secteur des constructions, des transports et la construction industrielle.

Après une baisse pour deux années consécutives, le chiffre d'affaires de ces entreprises a enregistré une hausse à partir de 2012. Il passe de 4 milliards USD en 2011 à 4.46 milliards en 2012 et à 5.1 milliards USD en 2013. A la fin de 2014, il s'élève à 6.33 milliards USD et il atteint 8.24 milliards à la fin de 2015. Entre 2011 et 2015 le chiffre d'affaires des sociétés chinoises en Algérie a doublé. En 2016, il a atteint un niveau historique soit 8.43 milliards USD. Cependant, à partir de 2017, ce dernier a pris la baisse en passant de près de 7.85 milliards USD en 2017 à 7.5 milliards USD en 2018. En 2019, il baisse à 6.34 milliards USD.

Figure N° 8:Le chiffre d'affaires des sociétés chinoises en Algérie (2000-2019) en milliards USD.



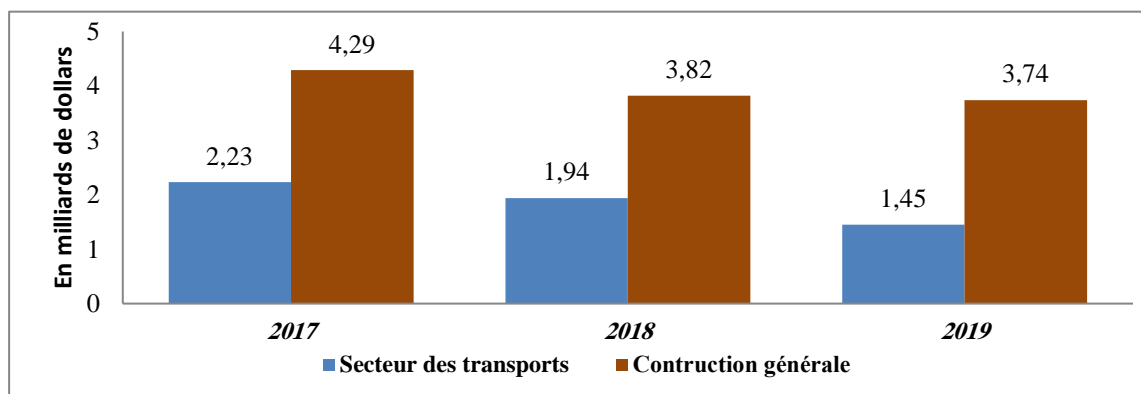
Source : Réalisée par nos soins à l'aide des données des différents rapports de China Statistical Yearbook

En dépit d'une baisse du chiffre d'affaires à 6.34 milliards USD en 2019, l'Algérie reste, pour les sociétés chinoises, à la tête de classement des pays en termes de chiffre d'affaires réalisé en Afrique. Les constructions générales comme les logements et les travaux de construction et le secteur des transports restent les principales sources de chiffre d'affaires des entreprises chinoises en Algérie.

En 2017, le chiffre d'affaires réalisé dans les secteurs de construction et de transport représente 83% du total du chiffre d'affaires des sociétés chinoises en Algérie. La construction générale seule représente près de 55 %, soit environ 4.5 milliards USD suivi par le secteur de transport avec 22% du chiffre d'affaires, soit 2.23 milliards USD. En 2018, le chiffre d'affaires généré par ces sociétés dans ces deux secteurs représente 76.5 % du total de chiffre d'affaires réalisé en Algérie. Le secteur de la construction générale génère près de 51% du total de chiffre d'affaires soit 3.82 milliards US. Le secteur des transports vient toujours en deuxième position,

il génère près de 25% du chiffre d'affaires, soit 1.94 milliards USD. En 2019, ces deux secteurs restent toujours les plus importants pour les entreprises chinoises, ils totalisent 5.19 milliards USD, soit 81% du total du chiffre d'affaires. Environ 3.74 Milliards USD sont réalisés dans le secteur de la construction générale et 1.45 milliards USD dans le secteur des transports, soit 59 % et 22% du total de chiffre d'affaires respectivement.

Figure N° 9:Le chiffre d'affaires des sociétés chinoises en Algérie (2017-2019) en milliards USD



Source : Réalisée par nos soins à l'aide des données des rapports annuels des projets chinois sous contrat à l'étranger.

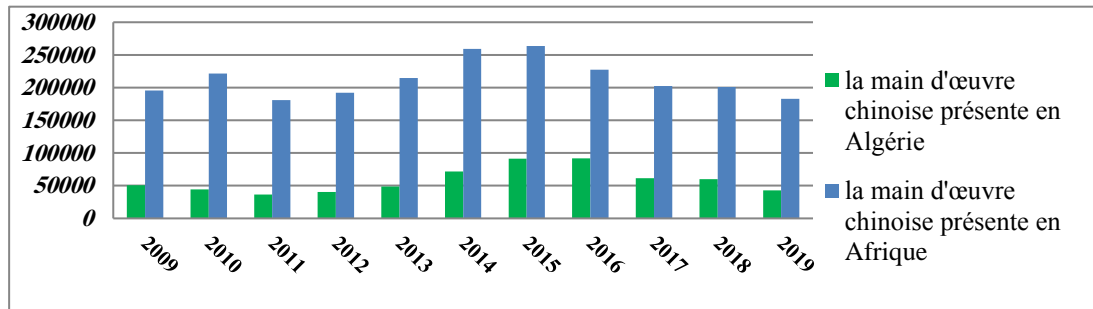
Le développement des infrastructures constitue un élément important qui a la capacité à faciliter les échanges et l'investissement étranger direct, à encourager les flux de commerce et d'investissement intra-régionaux, à soutenir la croissance et réduisant la pauvreté, il peut contribuer à la diversification de l'offre et la convergence économique régionale. Néanmoins, la problématique de leur financement se pose notamment pour les pays en développement (CNUCED, 2013). En Algérie, une partie de ces infrastructures est réalisée par des entreprises chinoises. Quant à leur financement, il est assuré par l'Algérie grâce à une importante manne pétrolière.

Les valeurs des contrats et du chiffre d'affaires des entreprises chinoises montrent l'importance du marché algérien. Ces dernières se focalisent sur leur compétitivité, leurs coûts faibles, le savoir-faire et leur main-d'œuvre pour profiter des opportunités dégagées par ces secteurs. Toutefois, la réalisation des infrastructures ne confère pas la propriété, à cet effet, elle ne peut pas être considérée comme un investissement. En d'autres termes, les entreprises chinoises assurent la construction des infrastructures qui sont financées par l'Etat algérien et leurs contrats terminent une fois que les travaux sont achevés. En conséquence, les entreprises chinoises contribuent indirectement au développement économique du pays et à la croissance économique à travers la réalisation des infrastructures indispensables pour l'économie du pays, mais elles ne sont pas les seules à contribuer car des entreprises européennes et turques assurent une bonne partie de ces réalisations.

7. La main-d'œuvre chinoise en Algérie

Les nombreux contrats affectés aux sociétés chinoises ont impliqué un très fort recours à la main-d'œuvre chinoise employée principalement dans les différents chantiers en Algérie.

Figure N° 4: La main-d'œuvre chinoise présente en Algérie



Source : Réalisé par nos soins à l'aide des données Johns Hopkins SAIS China-Africa Research Initiative.

Cette forte présence de la main-d'œuvre chinoise en Algérie a fait de cette dernière un des plus grands pays africains d'accueils de cette main-d'œuvre. En 2009, la main-d'œuvre chinoise en Algérie s'élève à près de 50 000 personnes, ce qui représente environ 26 % du total de la main d'œuvre chinoise en Afrique. Avec le temps, cette présence est devenue de plus en plus abondante, elle est passée de 48 000 chinois en 2013 à près de 91 122 en 2015, soit 35% des effectifs des chinois en Afrique. L'année suivante, la main-d'œuvre chinoise qui travaillait dans les différents chantiers en Algérie représentait près de 40 % du total de la main d'œuvre-chinoise qui travaille sur le sol Africain. Durant les années 2015 et 2016, la main d'œuvre-chinoise se concentre essentiellement dans seulement deux pays africains, à savoir l'Algérie et l'Angola, soit plus de 52% du total de la main-d'œuvre en Afrique. Cependant, après 2016, le recours à cette main-d'œuvre en Algérie reculait suite à la baisse des nouveaux contrats accordés aux sociétés chinoises en Algérie et aussi aux crises économique et politique qui ont touché le pays et ayant forcé les sociétés chinoises à réduire leurs effectifs. Tout de même, elle reste plus élevée, comparativement à celle employée dans le continent africain.

Malgré les restrictions imposées par le gouvernement algérien en matière de travail des étrangers, le recours à la main d'œuvre-chinoise s'est intensifié. Sur les quatre-vingt dix (90) mille¹¹ ressortissants étrangers qui travaillent en Algérie en 2018, soixante (60) mille étaient de nationalité chinoise. En somme, les postes de travail créés dans le secteur du Bâtiment et de Travaux Publics (BTP) par les entreprises chinoises n'ont pas un grand effet sur le niveau de l'emploi en Algérie. En d'autres termes, les entreprises chinoises du secteur de BTP contribuent faiblement à lutter contre le chômage notamment au sein des jeunes algériens car les besoins de ces sociétés en main-d'œuvre sont satisfaits par le recrutement des ressortissants chinois qui entrent dans le pays avec un permis de travail temporaire.

Les sociétés chinoises comptent beaucoup sur la main-d'œuvre chinoise dans leurs différents projets notamment dans le secteur des Bâtiment et de Travaux Publics. Rouibah Hicham (2019) trouve que le recours à cette main-d'œuvre s'explique par plusieurs raisons: elle

est à bon marché (les salaires sont très bas), elle facilite la communication et l'organisation dans les chantiers¹², elle permet de délimiter les autorités et les lignes hiérarchiques et de faciliter les commutations¹³. Comme elle tolère une flexibilité horaire au travail allant de 10 heures à 14 heures de travail par jour et parfois nocturne selon l'état d'avancement des travaux.

Ces éléments donnent aux entreprises chinoises des avantages par rapports aux autres entreprises, notamment, dans la réduction des coûts de réalisation et livraison des travaux dans les délais impartis. Lors de la réhabilitation de la raffinerie d'Alger, la China Petroleum Engineering and Construction, société chargée des travaux a causé des retards au départ et en dépit des instructions de ministre de l'énergie pour renforcer le chantier par des compétences algériennes, la Sonatrach en collaboration avec le ministère des affaires étrangères étaient contraints d'intervenir pour régler le problème des visas d'entrée pour 3000 chinois qui devaient renforcer les effectifs afin d'accélérer la réalisation de ce projet.

8. Conclusion :

Les relations sino-algériennes ont suivi presque le même schéma que les relations sino-africaines. Au départ, elles ont été marquées par leur caractère idéologique et politique mais après les années 1970, elles ont pris d'autres formes basées essentiellement sur le commerce et l'investissement. L'Algérie constitue une particularité dans le partenariat sino-africain, les sociétés chinoises se présentent dans le pays comme des partenaires efficaces ayant un savoir-faire et dont les coûts des réalisations sont avantageux. Cependant, le volet de financement des différents projets est assuré principalement par l'Algérie, contrairement à beaucoup de pays d'Afrique qui s'endettent auprès de la Chine pour le financement de leurs projets de développement. La Chine propose plusieurs types de lignes de crédit pour les pays africains dont le remboursement se fait à moyen et long terme, elle propose même des crédits adossés à des matières premières (des crédits garantis par les ressources naturelles). A l'échéance, si la dette n'est pas annulée et l'Etat en question se trouve en difficulté, le remboursement se fait avec des matières premières ou bien en accordant des privilèges à des sociétés chinoises.

L'Algérie est l'un des pays les plus favorisés par les IDE chinois mais ces derniers ne sont pas d'une grande ampleur. Comparativement aux pays africains, ils sont significatifs mais par rapport à d'autres pays européens ou asiatiques, ils restent faibles. Globalement, les IDE chinois entrant en Algérie ont deux principales destinations : la première consiste en la recherche des matières premières notamment dans le secteur des hydrocarbures et récemment dans le phosphate et les mines de fer et certaines matières qui font défaut en Chine. La deuxième, consiste à renforcer et/ou à élargir la présence des sociétés chinoises sur le marché algérien. Dans certains cas, les IDE chinois en Algérie visent le marché local avec l'ambition d'exporter une partie de leur production. Toutefois, cette ambition reste limitée et n'arrive pas à dynamiser les exportations qui restent toujours dominées par les hydrocarbures.

Les montants investis restent incomparables par rapport aux valeurs des contrats de construction décrochés chaque année par les sociétés chinoises. Cela signifie que la présence chinoise se focalise principalement sur des contrats de construction qui ne confèrent pas de propriété et par conséquent, ils ne peuvent pas être considérés comme des investissements. D'ailleurs, la population locale ne montre pas un grand enthousiasme pour les offres des entreprises chinoises. Cela s'explique, d'une part, par une forte concurrence de la main-d'œuvre chinoise dont la présence dans le pays reste l'une des plus importantes à l'échelle africaine, d'autre part, les emplois créés par ces entreprises, dans le secteur du BTP restent d'une durée déterminée et qui disparaissent une fois le chantier est terminé. En outre, le chiffre d'affaires des sociétés chinoises en Algérie, estimé moyennant à quatre (04) milliards de dollars US chaque année, constitue un autre élément qui montre l'importance du marché algérien notamment dans le secteur de construction de logement, de travaux publics et construction industrielle.

En somme, dans ces relations l'Algérie gagne des infrastructures de qualité plus au moins coûteuses et les entreprises chinoises profitent des opportunités des différents projets en réalisant d'importants chiffres d'affaires au détriment de l'investissement productif. Cette concentration dans les secteurs de construction et de travaux publics nous amène à valider notre hypothèse de départ en affirmant que la présence des entreprises chinoises, même si dans certains cas, a permis le transfert du savoir-faire, mais le caractère limitatif des contrats empêche sérieusement l'émergence d'un tissu d'entreprises capables de répondre aux besoins du pays en termes de diversification économique.

Pour l'Algérie, la Chine est un pays incontournable dans sa stratégie de réalisation des objectifs fixés dans les différents plans quinquennaux, notamment dans les secteurs de logement, de transport et de travaux publics. L'Algérie compte aussi sur les entreprises chinoises pour développer son secteur minier, à travers des partenariats lancés entre les sociétés algériennes et chinoises pour l'exploitation du phosphate et des mines de fer dans le pays. Au-delà des bonnes relations politiques entre les deux pays, les entreprises chinoises cherchent d'abord leurs intérêts économiques et des opportunités d'investissement. A l'état actuel des choses, la présence chinoise en Algérie n'a pas donné de résultats probants en matière de diversification économique. Néanmoins, il revient à l'Algérie de déterminer les secteurs à développer et veiller à l'amélioration du climat d'investissement pour permettre une meilleure attractivité pour ces entreprises pour attirer ces entreprises. L'objectif est de parvenir à éviter les méfaits des éventuels dysfonctionnements pour ne pas reproduire le scénario désastreux de secteur automobile qui ne fait qu'éloigner les véritables opportunités d'investissements allant dans le sens de la diversification des exportations tant souhaitée.

9. Recommandations et perspectives

Dans un contexte de fortes tensions géopolitiques à la fois internationales et régionales et dans un contexte d'une guerre économique sino-américaine, les relations sino-algériennes

prennent plus d'étoffe grâce à la signature, en novembre 2022, du deuxième plan quinquennal de coopération pour la période 2022-2026 qui devra toucher à tous les domaines. L'Algérie compte sur son partenaire chinois pour développer son secteur minier d'ailleurs, les partenariats dans l'exploitation du phosphate et du fer nous renseignent sur l'importance que devrait jouer la Chine dans la stratégie de diversification de l'économie nationale. Ces relations se consolideront davantage avec le lancement du projet de grand port de centre d'El Hamdania (située à Cherchell dans la wilaya de Tipaza) qui va annoncer l'adhésion effective de l'Algérie au projet de *Belt and Road* (BRI). La profondeur historique et les points de vue communs ne font que converger les deux pays. L'Algérie a toujours soutenu le principe de la Chine unique et refusait toute politisation de la question des droits de l'homme en Chine ou l'utilisait comme un moyen de pression sur ce pays.

En parallèle, la guerre en Ukraine, ayant un impact direct sur les équilibres géopolitiques en Europe et dans le reste du monde, a montré l'importance de l'Algérie pour les pays européens. D'ailleurs, les visites des présidents et des dirigeants européens se succédaient en Algérie et se sont soldées par la signature de plusieurs accords notamment dans le secteur des hydrocarbures. Dans le passé, les pays Européens, notamment les pays du sud de l'Europe, voient l'Algérie comme un partenaire qui peut leur assurer la sécurité de leurs frontières sud mais, dans un contexte de crise énergétique, ils la considèrent comme un partenaire qui peut assurer aussi leur sécurité énergétique. Si la Chine est un imposant acteur économique et le plus grand fournisseur de l'Algérie, et qui lui a tout le temps apporté une valeur ajoutée par rapport aux autres partenaires, les pays de l'Union Européenne demeurent ses plus grands clients (la moitié des exportations algériennes sont destinées aux pays de l'UE). De ce fait, l'Algérie, étant consciente des enjeux de ces bouleversements, devrait rester fidèle au principe de non alignement dans ses relations internationales et adopter une position médiane qui ne mettrait pas en péril ses intérêts et sa sécurité interne.

Enfin, avant de clore cet article, nous jugeons utile de préconiser quelques recommandations allant dans le sens de la nouvelle loi N° 22-18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement en Algérie qui ambitionne d'améliorer le climat des affaires dans le pays. Il s'agit notamment :

- d'exploiter le retour de l'Algérie sur la scène politique africaine afin de négocier des accords préférentiels et faciliter la circulation des biens et services, chose qui peut élargir le marché pour les produits algériens et encourager des investissements de grandes envergures ;
- de renforcer la politique extérieure du pays par une diplomatie économique dynamique qui va faire connaître l'Algérie au monde extérieur et encourager les étrangers à venir investir ;
- de déterminer une stratégie industrielle claire et les grands secteurs à développer et surtout veiller à la stabilité du cadre réglementaire afin de rassurer les sociétés étrangères;
- et de profiter pleinement des retombées des IDE en donnant plus de vigueur pour la formation et notamment la formation professionnelle, afin de faciliter l'accès à la technologie et surtout pour permettre le transfert du savoir-faire au profit de la main-d'œuvre locale.

Notes

¹ Une figure emblématique de la Chine qui a occupé le poste de premier ministre de la Chine depuis 1949 jusqu'à sa mort en 1976. Il a occupé en parallèle le poste de ministre des affaires étrangères de 1949 jusqu'à 1958. Il a joué un grand rôle dans la mise en place des politiques étrangères de son pays.

² Appelée aussi *go out policy*, est une politique mise en place par la Chine au milieu des années 1990 afin d'encourager ses entreprises à sortir investir en dehors du territoire chinois.

³ Les prêts concessionnels sont des prêts à moyen et long terme, assortis d'un faible taux d'intérêt, octroyés par la China Ex-Im Bank aux gouvernements de pays en développement et ont pour objet d'apporter une aide publique.

⁴ Il signifie les nouvelles routes de la soie, proposées par le président chinois Xi Jinping, en 2013, et formalisées dans des documents officiels à partir de mars 2015. Elle a pris l'appellation de l'initiative « une ceinture, une route » signifiant en Anglais OBOR « *One Belt, One Road* » ou tout simplement l'initiative de la ceinture et la route « *Belt and Road Initiative (BRI)* ».

⁵Développement rapide des relations de coopération économique et commerciale sino-algériennes, 2002/08/26. http://french.china.org.cn/news/txt/2002-08/26/content_2040101.htm (16/08/2022).

⁶ Le groupe Mazouz lance un projet de montage, (17 Décembre 2016 à 10 h 00 min) , <HTTPS://WWW.ELWATAN.COM/PAGES-HEBDO/AUTO/LE-GROUPE-MAZOUZ-LANCE-UN-PROJET-DE-MONTAGE-2-17-12-2016>

⁷ Le chinois BAIC veut relancer l'activité automobile en Algérie septembre 24, 2019. <https://maghrebemergent.net/le-chinois-baic-veut-relancer-lactivite-automobile-en-algerie/>

⁸50 millions de dollars dans un partenariat algéro-chinois pour la fabrication des camions de la marque Foton, avril 21, 2017, <https://maghrebemergent.net/50-millions-de-dollars-dans-un-partenariat-algero-chinois-pour-la-fabrication-des-camions-de-la-marque-foton/>

⁹Sinosteel Engineering & Technology Co., Ltd. Newsletter, 2017.

¹⁰Sinosteel MECC Wins USD 1.1 Billion Contract to Build Another Steel Complex for TOSYALI in Algeria, 2021-12-06, http://mecc.sinosteel.com/En/news_content.aspx?id=3769(11/06/2022)

¹¹ Ce chiffre est avancé par le ministre de travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en 2018, lors d'une conférence de presse en marge de la cérémonie de clôture du "Programme de coopération Sud-Sud pour les pays d'Afrique dans les domaines du dialogue social et de la Sécurité sociale". <https://www.aps.dz/algerie/75710-90-000-ressortissants-et-rangers-exercent-en-algerie>

¹² Les sociétés chinoises sont d'une culture différente de celle des algériens et parlent aussi une langue différente et cela ne facilite pas la communication avec la main-d'œuvre locale.

¹³ La commutation signifie la reconversion de certains techniciens en travailleurs simples notamment au début des travaux.

10. Liste Bibliographique :

- Aurégan, X. (2016, 4). temps et non-temps de la chine en Afrique. *Editions Choiseul*, " *Géoéconomie* ", 81, pp. 177-195.
- Brautigam, D. (2011). Aid 'with chinese characteristics': chinese foreign aid and development finance meet the OECD-DAC aid regime. *Journal of International Development* , 752-764.
- Brautigam, D. (2009). *The dragon's gift : the real story of china in Africa*,. USA: OXFORD university press.
- Buckley, P. J., Adam, c. R., Hui, T., & Xin, L. (2008, 6). Historic and Emergent Trends in Chinese Outward Direct Investment. *Management International Review* , pp. 715-747.

- BUSINESS COUNCIL CHINA-AFRICA. (2021.). *Investissements de la Chine en Afrique: les forces du marché et le rôle du secteur privé*. Beijing.
- Cai, K. G. (1999, décembre). Outward Foreign Direct Investment: A Novel Dimension of China's Integration into the Regional and Global Economy. *The China Quarterly*, No. 160 , pp. 856-880.
- Cheng, L. K., & Ma, Z. (2015, February 25). China's outward FDI: Past and Future. *SERUC Working Paper no. 200706001E* .
- CNUCED. (2013). *Contribuer au développement des infrastructures pour promouvoir l'intégration économique: le rôle des secteurs public et privé*. Genève.
- Deng, P. (2004, February). Outward investment by Chinese MNCs: Motivations and implications. *Business Horizons* , pp. 8-16.
- Emest, W. (2006). 'China, Africa and the U.S.:Something Old, Something New, American Abroad Notes on the Foreign Africa', Jan 29, 2006, <http://www.tmpcafe.com/story/2006/1/29/235734/457>. Dans X. Li, *China's Foreign Aid to Africa, DAC China Conference Bamako, April. 2010*.
- Gazibo, M., & Mbabia, O. (2010). La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique. *Études internationales*, 41 (4) , pp. 521–546.
- Hong, E., & Sun, L. (2004, JANUARY 30). Go Overseas via Direct Investment: Internationalization Strategy of Chinese Corporations in a Comparative Prism. *SOAS, University of London* , pp. 1-20.
- Jolly, D., & Belloc, B. (2016). Investissements chinois sortant de Chine : quelles en sont les motivations ? « *Annales des Mines - Gérer et comprendre* » N° 124 , pp. 5 - 13.
- Lemoine, F. (2011). les investissements internationaux de la Chine : stratégie ou pragmatisme ? . *Revue d'économie financière*, N° 102 , pp. 133-148.
- Les relations de la chine avec les pays du Maghreb : la place prépondérante de l'Algérie2019L'Harmattan / « *Confluences Méditerranée* » N°10991 à 103
- Li, X. (2010). China's Foreign Aid to Africa. *DAC China conference Bamako*.
- O.N.S. (2011). *Rétrospective Statistique 1962 – 2011: Emploi*.
- PAIRAULT, T. (2010). Le rôle des investissements directs entrants et sortants en chine : une appréciation. *Région et Développement* , pp. 120-142.
- RICHET, X. (2016). Les investissements directs étrangers chinois en Europe :stratégies et localisations. *The European Challenges* . , pp. 179-201.
- ROUIBAH, H. (2019). Les entreprises chinoises du BTP en Algérie : fonctionnement, main-d'œuvre locale et conflits. *Monde chinois*,58 , pp. 136-154.
- Shen, X. (2015). Private Chinese Investment in Africa: Myths and Realities. *Development Policy Review* , , pp. 33 (1): 83-106.
- Souiah, F. (2011). L'Algérie made by China. *Méditerranée [En ligne]* (116), pp. 139-143.

- Taylor, I. (1998, Sep). China's Foreign Policy towards Africa in the 1990s. *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 36, No. 3 , pp. 443-460.
- Zhang, K. H. (2022). Chinese Foreign Direct Investment in Africa: Its Motivations, Determinants, and Impact on the African Economies. Dans E. F. Wamboye, & B. Fayissa, *The Palgrave Handbook of Africa's Economic Sectors* (pp. 603-623). Palgrave Macmillan.
- Zheng, Q. (2012). l'architecture de l'aide chinoise. Dans J.-J. G. al, *Le temps de la Chine en Afrique* (p. 73 à 91). Éditions Karthala, « Hommes et sociétés ».